

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef: Dr Lazar MARKOVIĆ, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
69, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

„The Future of the Southern Slaves“

M. A. H. E. Taylor en écrivant son livre sur l'avenir des Yougoslaves¹ s'est distingué par deux qualités essentielles: la connaissance profonde des différents aspects de la question balkanique et l'objectivité dans l'appréciation et le jugement. C'est la première fois, à notre connaissance, qu'un publiciste anglais est venu discuter le problème austro-hongrois et l'avenir des Balcanes à la lumière des faits concrets et établis, sans s'occuper des préjugés ou des traditions et préférences anglaises. Avec MM. Seton-Watson, Wickham Steed, A. Evans et quelques autres esprits éclairés, M. Taylor forme une petite élite politique qui ne se livre plus aux illusions. Les mirages bulgare, magyar, allemand ou autrichien n'existent pas pour ces publicistes dont l'idéal consiste dans la création d'un ordre nouveau en Europe, plus stable, plus juste et plus digne de la société humaine. C'est là une tâche énorme dont la réalisation ne dépend pas seulement de la victoire sur l'Allemagne. Il faut aussi réveiller les esprits endormis dans nos propres pays, il faut éclairer les aveugles ou les myopes si l'on veut empêcher l'arrivée de ce qu'un Américain érudit, M. George Herron a si justement appelé the menace of peace, le danger de la paix! Jugé de ce point de vue le livre de M. Taylor mérite les plus grands éloges. Sa lecture laisse une impression profonde sur tous ceux qui, devant l'inertie de la diplomatie officielle, seraient tentés quelquefois à désespérer non seulement de l'avenir de leurs propres pays mais aussi et surtout de celui de l'Europe entière. Les livres tels que l'étude de M. Taylor prouvent pourtant qu'il y a parmi les Alliés des gens qui comprennent les affaires balcano-autrichiennes et les comprennent même à fond.

Le livre commence par un appel en faveur de la Serbie. Avec le courage d'un homme de foi et de conscience, M. Taylor rappelle le fait vraiment triste qu'encore aujourd'hui, malgré toutes les erreurs du passé, malgré tous les sacrifices, la Serbie et le peuple serbe ne jouissent pas de sympathies excessives auprès du public anglais. Mais, ce qui est plus grave, l'attitude de la Serbie, les lignes principales de sa politique, et l'objet légitime de ses aspirations nationales, rencontrent en Angleterre un intérêt médiocre sinon une opposition cachée. Combien les Anglais sont dans l'erreur, c'est ce que M. Taylor, par une méthode indirecte, a voulu démontrer, et si nous nous permettons d'avancer notre jugement, nous croyons pouvoir dire que tout lecteur désintéressé, après avoir lu ce livre, devra conclure avec M. Taylor qu'il ne sera jamais superflu de rendre hommage aux exploits des Serbes, de rappeler la gratitude dont les Alliés leur sont redevables et d'insister sur l'intérêt de l'Europe à faire aboutir l'unité nationale serbe ou yougoslave.

M. Taylor a fait précéder son exposé politique d'un précis de l'histoire serbe, qui se termine par la renaissance serbe comme l'auteur appelle l'époque 1908-1914, dès l'annexion de la Bosnie-Herzégovine jusqu'à la guerre mondiale. Il a passé ensuite au problème adriatique qui est d'une importance vitale pour le futur Etat yougo-

slave et qui est traité par l'auteur dans un esprit large et plein de compréhension aussi bien pour l'Italie que pour les Slaves, ayant surtout en vue l'intérêt de l'Europe à une solution juste.

Quant aux frontières à l'est, M. Taylor ne fait pas rentrer Baranya dans le cadre de notre futur Etat et voudrait plutôt établir la Drave comme frontière, alléguant que la population de cette province serait très mélangée. Pour Batchka, il voudrait également voir les Serbes modérer leurs prétentions pour ne pas englober dans l'Etat futur des éléments étrangers, Magyars et Allemands. La question du Banat et de la délimitation serbo-roumaine est traitée dans le même esprit.

M. Taylor a consacré aussi aux rapports serbo-bulgares, un chapitre spécial qui est d'une clarté et d'une précision exemplaires. Cette partie du livre comparée aux écrits des dilettantes tels que M. Buxton par exemple, fait honneur à la science historique et diplomatique anglaise. M. Taylor fait rentrer la Bulgarie dans les limites d'avant la guerre. Il n'est pas partisan d'une punition vindicative et considère pour essentiel de rendre ce pays désormais inoffensif. L'idée d'une amitié future serbo-bulgare lui paraît utopique, et il considère toute politique basée sur cette idée comme une folie.

Une nouveauté intéressante c'est le dernier chapitre où l'auteur a exposé son opinion sur l'organisation future de l'Etat yougoslave. Nous reproduisons ailleurs in extenso cette opinion intéressante et instructive.

Nous avons été très flattés de voir notre journal plusieurs fois cité dans le livre de M. Taylor. Un tel hommage ne peut que nous encourager à persévérer dans notre tâche qui est d'éclairer les milieux alliés sur la nature de notre problème national. L. M.

L'Italie, l'Autriche-Hongrie et les Yougoslaves

Les allusions faites dans les discours Lloyd George-Wilson à la conservation éventuelle de la monarchie dualiste, ont vivement impressionné les Slaves et les Italiens. L'idée que les dissidents serbo-italiens aient pu contribuer eux aussi à la formation de cette mentalité pro-autrichienne qui pèse toujours sur les Alliés, n'a rien d'extraordinaire. Les patriotes italiens et yougoslaves devraient donc s'occuper sérieusement d'une amélioration de leurs relations, ainsi que de l'aplanissement de toutes les difficultés par un accord amical qui, en sauvegardant les intérêts vitaux des deux nations, scellerait pour toujours leur amitié et leur alliance. Nous sommes heureux de pouvoir constater que les milieux italiens commencent à entrevoir le grand danger qu'il y aurait à laisser l'Autriche en vie, et qu'ils se rendent également compte de la nécessité impérieuse de lutter en commun avec les autres nationalités de la Monarchie, en premier lieu avec les Yougoslaves, contre cette puissance despotique. Les articles du « Corriere della Sera », ces derniers temps, sont très suggestifs à ce sujet. Du côté des Serbes, Croates et Slovènes, on est aussi très disposé à faire les efforts nécessaires et à rendre possible une entente sur la base des idées de Mazzini et dans un esprit de large compréhension des raisons qui poussent l'Italie à parachever son unité nationale. Un accord italo-serbe dans les lignes générales produirait, surtout en ce moment, un effet salutaire, et montrerait à l'Europe démocratique et à l'Amérique républicaine que les intérêts de la paix future, en dehors de toutes les considérations idéales, réclament la dissolution de l'Autriche-Hongrie et la constitution d'une chaîne des Etats nationaux — Italie, Yougoslavie, Bohême, Pologne, formant une barrière infranchissable contre le germanisme. R.

M. Noël Buxton revient à la charge

— Après les Bulgares, l'Autriche —

M. Noël Buxton, membre du Parlement anglais, poursuit toujours sa campagne en faveur des alliés de l'Allemagne, avec un zèle vraiment étonnant. Jusqu'à présent, c'est pour la Bulgarie qu'il plaide ouvertement, et maintenant il ne se gêne pas de prendre parti aussi pour l'Autriche-Hongrie.

Sous le titre « L'Entente et les alliés de l'Allemagne », la « Contemporary Review », (janvier 1918), publie en effet un article de M. Buxton, où ce dernier parle de l'épuisement de la Monarchie austro-hongroise, de son aversion du militarisme prussien, du remaniement de ses institutions constitutionnelles dans le sens de la « démocratisation », des diverses nationalités qui composent cet Etat hétérogène, de la facilité relative de la détacher de l'Allemagne, de l'avantage qu'il y aurait à profiter de cet état psychologique en l'accentuant par des discours favorables à l'Autriche. Et il propose la solution suivante :

« La reconnaissance de l'intégrité de l'Autriche-Hongrie, les prétentions à l'indépendance des nationalités de l'Empire pouvant se régler par des réformes internes; le rétablissement de la Serbie, l'incorporation du Monténégro à la Serbie et l'établissement au port d'Antivari d'un

débouché réel économique par l'achat de Spizza à l'Autriche ».

En posant ce programme, M. Buxton n'a pas oublié non plus ses petits amis bulgares. Pour la Bulgarie, il propose généreusement, parce que ça ne lui coûte rien, qu'elle soit arrondie des territoires serbes, grecs et roumains. De la Serbie il prend la soi-disant zone incontestée, de la Grèce une partie de ses acquisitions de 1912-13, et de la Roumanie une portion de la Dobroudja.

Nous ne contestons pas à M. Buxton le droit de faire des « propositions », si ça lui fait plaisir; ce qui nous émeut, c'est l'affirmation gratuite que « si les revendications légitimes de la Bulgarie avaient été reconnues au commencement de la guerre, la Serbie aurait été sauvée ». Rien de cela ne correspond à la vérité. D'abord, les prétentions bulgares n'étaient pas du tout légitimes, et ensuite, c'est un fait notoire que la Serbie avait consenti au plus douloureux sacrifice uniquement pour voir la Bulgarie revenir sur le droit chemin et ne pas commettre une nouvelle trahison. Que M. Buxton se donne l'air d'ignorer ces faits connus de tout le monde, c'est une preuve nouvelle du caractère véritable de ses plaidoiries austro-bulgares.

UNE OPINION SUISSE SUR L'AUTRICHE-HONGRIE

M. le professeur Alexis François publie, à propos des discours Lloyd George-Wilson, dans la « Semaine Littéraire » du 19 janvier, un vibrant article, dont nous extrayons les passages suivants :

A considérer les choses dans la pleine lumière de la réalité, il ne peut faire aucun doute que les récentes manifestations oratoires de Lloyd George et de Wilson doivent être interprétées comme des symptômes de faiblesse. C'est ainsi qu'on les considère en Allemagne. Car, si l'on ne prend pas les mouches avec du vinaigre, on n'a jamais pris, on ne prendra jamais les Prussiens avec du miel. Ce qui vient de la force ne peut être réduit que par la force; ce qui se repaît de violence ne peut être rassasié que par la violence.

Nous avons le droit d'interpréter comme des signes de faiblesse des déclarations qui rendent la vie à l'empire d'Autriche et au gouvernement actuel de l'Allemagne. Et des signes dont l'ombre s'allonge bien loin sur notre avenir. Les deux choses sont étroitement liées du reste. La guerre est née de l'existence d'un empereur militaire à Berlin et d'une diplomatie sans scrupule à Vienne. Dans ces deux termes, sont contenus tous les malheurs de l'ancienne Europe.

L'Allemagne prussienne incarne le sabre levé sur le monde pour le tenir sous la domination de la terreur et l'entraîner aux armements indéfinis. L'Autriche incarne la diplomatie occulte et cruelle, héritière de Metternich, chargée d'appliquer dans toute sa profondeur machiavélique la formule: Divide ut imperes. C'est un des plus sinistres paradoxes de l'heure que ce soit aux gouvernements prussien et autrichien que la révolution russe demande la paix, qui mettra fin aux armements et à la diplomatie secrète. Il n'y a pas de psychologie ingénieuse, pas d'opportunisme politique, pas de sympathie pour un pays limitrophe et ami de la Suisse, pas de théorie prétendue libérale et antinationaliste capable d'étouffer au fond de notre conscience la voix qui crie: L'Autriche d'hier de-

vait disparaître. La vraie solution libérale, et humaine en même temps, c'était la substitution d'une chaîne de démocraties slaves, Pologne, Bohême, Serbie, au carcan autrichien dont la corde est tenue par un archiduc, un magnat et un jésuite. La Russie révolutionnaire ne l'a pas voulu: que la responsabilité en retombe sur elle avec un peu de la malédiction de nos enfants.

Et que notre malédiction retombe aussi sur elle pour laisser flamboyer au-dessus de nous l'épée monstrueuse du Hohenzollern, sept fois trempée dans le sang innocent du Serbe et du Belge, dans le sang loyal du Français et de l'Anglais. Nous comprenons la douleur des Russes qui doivent savourer silencieusement cette honte, et nous saluons avec émotion de loin l'ombre glorieuse de Kerensky, qui, à travers ses faiblesses et ses erreurs, n'en a pas moins toujours poursuivi ce premier but essentiel: la destruction de la puissance militaire prussienne.

Voilà des semaines, voilà des mois, que de toute part on crie aux gouvernements de l'Entente: proclamez vos buts de guerre, proclamez vos buts de guerre! Comme si ces gouvernements s'étaient tus, comme s'ils n'avaient pas parlé en mainte occasion mémorable; surtout comme si ces buts de guerre n'avaient pas été, dès la première heure, impliqués dans leur politique et dans leurs actes! Comme s'ils ne dériveraient pas essentiellement de ces deux faits initiaux: la protection de la Serbie et la défense de la Belgique!

On dirait parfois que dans tous les pays, dans les deux camps, des deux côtés de la mer, on a comme perdu de vue les débuts de la guerre, ou qu'on n'y veut plus penser par faiblesse ou par lassitude. A ôté 1914, que c'est loin pour la mémoire des foules, surtout des foules agonisantes ou jouisseuses! Mauvais conseils, mauvais bergers, ceux qui les aident à se plonger ainsi dans l'oubli! Pour nous, neutres, qui avons eu notre large part de défaillance,

¹ The Future of the Southern Slavs. By A. H. E. Taylor. — London, T. Fisher Unwin Ltd.

ce devait être désormais notre fonction essentielle de nous rappeler. C'est à nous de ramener sans cesse à la lumière ces semaines longues comme l'éternité et qui portaient en germe un monde d'horreur et d'espoir. L'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, le livre gris belge, tout est là. Ces deux documents restent les assises mêmes de notre jugement sur la guerre. Pour moi, j'en veux faire une des premières lectures de mes fils, dès qu'ils seront en âge de comprendre. Et peut-être deviendront-ils ainsi des artisans efficaces de la Société des Nations.

L'application d'une ordonnance magyare

Nous avons relevé récemment que le gouvernement hongrois a interdit la vente des biens immobiliers aux ressortissants non-magyars. Cette mesure tout à fait inconnue et inusitée dans les pays civilisés sert de moyen de magyarisation et de renforcement de la race magyare.

L'Etat magyar a pu interdire l'emploi officiel des langues des peuples allogènes, la liberté de la presse et d'association, mais il ne pouvait pas interdire à ceux qui travaillent d'acquérir des terres. En conséquence, les peuples qui ne pouvaient se frayer un chemin dans la direction des affaires de l'Etat, se sont adonnés au travail, et, en un temps relativement court, ont fait des progrès notables au point de vue économique. Ainsi les Serbes de la Batchka et du Banat ont acquis de grandes propriétés foncières les achetant aux Magyars et même aux Allemands. Un journal magyar, le « Pesti Hirlap », relayait peu de mois avant la guerre qu'un danger serbe menace les Magyars de la Hongrie du Sud. L'inquiétude de ce journal a été augmentée par le fait que les Serbes refoulent même les Allemands, dont on jugeait pourtant la ténacité inattaquable en Hongrie. La même chose se passait avec plus d'envergure en Transylvanie, où les Roumains avançaient continuellement. Seulement dans les dernières années avant la guerre, un domaine d'une valeur de 60 millions de couronnes passait aux mains des Roumains. Pour les Magyars, les perspectives d'avenir ne paraissaient donc pas très sûres, surtout à cause de la grande émigration qui, de 1901-1913, atteignait le chiffre formidable de 1.550.209 citoyens hongrois, dont la majeure partie est restée à jamais en Amérique.

Pour parer à ces inconvénients qui menacent l'existence de « l'Etat millénaire magyar », les Magyars se sont résolus à la mesure la plus violente et la plus inhumaine, à l'expropriation des biens des non-Magyars.

Le journal magyar « Az Est », publie en effet dans son numéro du 20 décembre, un entrefilet intitulé : « La terre magyare ne peut pas passer aux mains roumaines. » Il y est dit ce qui suit : « Le gouvernement, comme on le sait, a émis une ordonnance suivant laquelle les terres ne peuvent être vendues en Transylvanie qu'avec l'autorisation d'une Délégation gouvernementale spéciale. D'après nos informations, c'est le premier cas où le délégué ait refusé d'autoriser une vente en vertu de la nouvelle ordonnance. »

« Dans les alentours de Vajdahunyad,

est située la propriété de Louis Bucsi. Celui-ci, avec l'assentiment de sa famille, a voulu vendre sa propriété de 600 acres aux trois familles roumaines avec lesquelles il est tombé d'accord pour le prix. D'après la nouvelle ordonnance, le vendeur a dû annoncer la vente à la délégation gouvernementale, qui a refusé l'autorisation avec mention que le gouvernement s'oppose à ce qu'une propriété magyare passe aux mains des Roumains. En conséquence, le vendeur a demandé que le gouvernement soit l'acheteur de sa propriété. »

Voilà comment les Magyars comprennent l'égalité des citoyens devant les lois et la liberté!

Ce fait que nous relatons sera certainement plus éloquent que les dissertations humanitaires, dans lesquelles les Magyars excellent quand le moment l'exige. En tout cas cette mesure sera une preuve éclatante de la situation lamentable des peuples de Hongrie, qui souffrent de la tyrannie insupportable des Magyars.

L. P.

Un article de M. H.-W. Steed sur l'Autriche

M. Henri Wickham Steed, ancien correspondant du « Times » à Vienne, actuellement directeur politique du grand journal anglais, a publié au cours de la guerre et dans différentes revues, une série d'articles sur le problème d'Autriche-Hongrie démontrant, arguments en main, que l'Europe démocratique et pacifique, l'Europe d'après guerre, n'a aucun intérêt à la conservation de la vieille Monarchie. Effort louable mais inutile, paraît-il. Plus on prouve que la monarchie des Habsbourg est le fief d'une dynastie et l'instrument d'une minorité austro-magyare pour servir les intérêts germaniques, plus les diplomates se rebiffent et ne peuvent pas vous pardonner une telle profanation! Démembrer l'Autriche-Hongrie, quelle horreur!

Or, M. Steed vient de publier dans la « New Europe » (numéros des 3 et 11 janvier) un nouvel article vibrant et fort bien documenté sur l'Autriche et l'Europe. La place nous manque pour reproduire ici cet exposé synthétique du caractère véritable de la Monarchie qui fut toujours un danger pour la paix européenne. M. Steed a surtout insisté sur la politique agressive de l'Autriche envers la Serbie, politique qui a conduit directement à la guerre mondiale.

Les conclusions de l'éminent publiciste britannique sont vraiment suggestives : « On se demande souvent s'il ne serait pas injuste de démembrer l'Autriche et s'il ne serait pas possible d'utiliser la Monarchie comme un contrepoids à l'Allemagne. La réponse à cette question est bien simple : l'Autriche est déjà le vassal et la possession de l'Allemagne. Elle a été amenée, peu à peu, dans les mains de l'Allemagne. Et lorsqu'on veut sauver l'Autriche, qu'est-ce au juste que l'on veut sauver? Une dynastie, la maison des Habsbourg, une administration, une diplomatie, une armée, parce que c'est de ces trois facteurs qu'est composée l'Autriche-Hongrie... » « La question, la seule question qui se pose à nous, termine M. Steed, est celle-ci : Devons-

nous, en recherchant la paix future en Europe, suivre les dynasties — dégénérées, sans scrupules, incapables, — ou avons-nous à soutenir les peuples qui luttent pour la liberté, qui sont nos amis, et dont le développement garantira leur sécurité et la

nôtre? A cette question, une seule réponse est possible : Nous devons assister les peuples de toutes nos forces, et, en les assistant, assurer la liberté de l'Europe pour toujours contre toute menace de la tyrannie des Hohenzollern ou Habsbourg ».

Les émigrés yougoslaves contre l'Autriche

— Une résolution à propos des discours Lloyd George-Wilson —

Le 15 janvier 1918 a eu lieu à Genève, dans la Salle communale de Plainpalais, une grande assemblée des émigrés yougoslaves d'Autriche-Hongrie en Suisse, sous la présidence du Dr. Iva Vesselinovitch. Après les discours prononcés par MM. Dr. Milovan Grba, Vladimir Fabiantchitch, Mehmed Tchichitch et Dr. Vesselinovitch, l'assemblée a voté à l'unanimité la résolution suivante :

« L'assemblée des émigrés yougoslaves d'Autriche-Hongrie en Suisse, qui eut lieu le 15 janvier 1918, à la suite du discours prononcé par le Premier de la Grande-Bretagne, M. Lloyd George, devant le Congrès des délégués des Trade-Unions à Westminster, le 5 courant, et à la suite du message du président des Etats-Unis, M. Wilson, du 9 courant, a décidé d'envoyer aux gouvernements et aux peuples de l'Entente l'appel suivant :

« Le peuple serbo-croate-slovène sous le joug de l'Autriche-Hongrie a fait, au cours de l'histoire, d'innombrables tentatives en vue d'obtenir la création d'un état de choses qui rendrait possible la vie nationale et le développement culturel dans le cadre de la monarchie des Habsbourg. L'orageuse année de 1848 a arraché aux détenteurs du pouvoir à Vienne certaines concessions répondant aux désirs et aux revendications de notre peuple. L'Empereur d'Autriche avait créé, par une lettre patente, la Voïvodina serbe autonome, de même qu'il avait garanti solennellement au Royaume de Croatie-Slavonie-Dalmatie une large autonomie, ou plus exactement qu'il lui avait assuré une vie demi-indépendante. Cependant, peu de temps après, en 1867, après la paix de Prague, lorsque le danger extérieur cessa de menacer l'existence de l'Autriche-Hongrie, toutes les promesses solennelles et tous les traités formels furent foulés aux pieds : la Voïvodina serbe fut abolie, la Croatie-Slavonie fut mise à la merci des Magyars; Fiume, qui faisait partie jusqu'alors de la Croatie, fut constituée en 1868 en « corpus separatum » de la couronne hongroise; la Dalmatie fut détachée de la Croatie-Slavonie, les pays slovènes furent morcelés en six provinces administratives. Nos frères en Bosnie-Herzégovine firent une expérience semblable. La violation des traités nationaux fut complétée en 1908 par celle des traités internationaux. Contrairement aux stipulations de l'article 25 du traité de Berlin, le gouvernement austro-hongrois annexa sans consultation du peuple et contre sa volonté, la Bosnie-Herzégovine.

Convaincu par les tristes expériences du passé de son peuple et des autres peuples subjugués par l'Autriche-Hongrie, en vertu desquelles il est incontestable que les diri-

geants de la monarchie des Habsbourg ne pourront jamais embrasser durablement l'idée des droits des peuples et de la sainteté des traités conclus, convaincu que le système du gouvernement des Austro-Magyars rend impossible tout progrès dans le cadre de la monarchie des Habsbourg, le peuple serbo-croate-slovène a choisi la voie de la lutte à outrance pour son indépendance complète : pour la rupture de tous les liens, étatiques et dynastiques, avec l'Autriche-Hongrie, pour son unité avec la Serbie et le Monténégro. Les manifestations de la veille de cette guerre, pour l'unité intégrale de notre peuple opprimé ou libre; les légions de volontaires serbo-croates-slovènes formées d'anciens soldats et citoyens de l'Autriche-Hongrie qui ont combattu et qui combattent encore aujourd'hui côte à côte avec les soldats de l'Entente contre leurs oppresseurs d'hier; les déclarations des représentants libres de notre peuple au Comité yougoslave — voilà autant de preuves qui expriment clairement cette ferme résolution.

Convaincue par les preuves irréfutables de l'histoire de la monarchie des Habsbourg que même si les dirigeants de l'Autriche-Hongrie consentaient aujourd'hui, sous la pression de la guerre provoquée par eux de connivence avec les gouvernants de la Prusse, à donner aux peuples opprimés de l'Autriche-Hongrie certaines autonomies fictives, ils profiteraient de la première occasion favorable pour fouler aux pieds les traités et pour exposer l'Europe aux dangers de nouvelles guerres; sachant que tolérer l'existence de la monarchie des Habsbourg, même sous une forme modifiée, serait sanctionner un état de choses qui fut précisément la cause de la guerre actuelle; sachant que cette tolérance favoriserait la germanisation et la magyarisation des peuples opprimés en Autriche-Hongrie; sachant aussi que cette tolérance équivaldrait à la création d'un Mittel-Europa ultra-militariste, l'assemblée des émigrés serbo-croates-slovènes d'Autriche-Hongrie en Suisse invite les gouvernements et les peuples des Etats de l'Entente à considérer comme une demande de justice, comme une nécessité impérieuse de l'humanité civilisée et comme une condition d'une paix durable en Europe : la demande du peuple serbo-croate-slovène d'Autriche-Hongrie de se libérer et de s'unir avec la Serbie et le Monténégro en un Etat unique, indépendant et démocratique, ainsi que le besoin de la formation des Etats nationaux et indépendants dans l'Europe centrale en vertu du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. »

FEUILLETON

L'organisation politique de l'Etat yougoslave

par A. H. E. Taylor

I

Il reste l'importante question concernant la forme du futur Etat yougoslave; les relations qui subsisteront entre les différentes provinces telles que nous les connaissons aujourd'hui. C'est là une question dont un étranger ne saurait juger et qui dépend essentiellement d'une solution de politique intérieure. Il est en tout cas d'un bon augure qu'il n'existe, pas à cet égard, de projets dressés d'avance. La Serbie laissera aux populations de ces territoires nouveaux le soin de choisir la forme de ces relations, elle n'essayera pas d'imposer par la force une solution préconçue. A Belgrade, a dit le professeur Cvijic à l'auteur de ces lignes, nous n'avons point de politique à cet égard, mais uniquement des idées. Pourtant il est très important que cette affaire soit, à temps, pleinement considérée, afin qu'au moment de la décision les leaders de la nation soient à même de guider clairement le peuple. Il n'est pas non plus déplacé pour un étranger de considérer le problème, pour peu que la supposition soit exacte qu'un spectateur discerne plus clairement l'ensemble de la chose et que le fait d'être libre des influences locales conduise à un jugement impartial.

Il y a évidemment trois formes que ce nouvel Etat pourrait prendre : fédération des provinces déjà existantes, monarchie dualiste serbo-croate ou royaume unitaire.

Il a beaucoup été question — et d'une façon plutôt vague — d'une future fédération yougoslave; il peut donc paraître

utile de considérer le problème d'abord de ce point de vue. L'idée d'une fédération a été suggérée pour des Etats de toute espèce, comme remède contre des maux de toute nature, prenant rang de panacée seulement après la garantie d'une constitution du dernier modèle britannique. En partie, l'origine de cette idée pourrait être dans l'exemple des Etats-Unis, partiellement aussi dans l'insistance de notre problème impérialiste qui, pour autant qu'il admette une solution formelle, ne saurait être résolu que sur la base d'un système fédéral ou fédératif. Enfin elle peut aussi se rattacher à la formation de l'Empire germanique. Ceci a conduit à la considération théorique concernant la possibilité d'appliquer cette idée aux Etats qui, comme les Etats-Unis, recouvrent une grande superficie territoriale, ainsi qu'aux Etats peuplés par différentes races; cette dernière application a été suggérée directement par le succès de la Confédération helvétique. Quoi qu'il en soit, la tendance a existé d'appliquer cette idée un peu trop indistinctement aux Etats dont les conditions exigent impérieusement un système fédéral formel, et à d'autres Etats aussi qui manquent de cohésion intérieure; en Suisse cette dernière résulte principalement de la pression exercée par l'extérieur et de la situation de ce pays entre les grandes puissances. Des théoriciens, en particulier, ont conseillé d'appliquer ce système à la Péninsule balkanique en entier.

Pour la formation d'un Etat fédéral un intérêt commun très développé est essentiel, car autrement il n'y a point de base sur laquelle on pourrait élever cet édifice. Si, d'un autre côté, les intérêts sont assez étroitement liés, et les conditions politiques, sociales et économiques pas trop disparates, il y aura désir non pas d'un gouvernement fédéral, mais unitaire. Là est toute la différence entre un fédéralisme, façon d'unir sous un même gouvernement suprême des éléments qui sans cela resteraient séparés,

et le fait de l'employer pour diviser un peuple déjà uni; l'exemple d'un peuple réuni dans un Etat unitaire contre sa volonté constitue un troisième cas.

Si les intérêts ne sont pas étroitement communs, toute fédération est impossible, en conséquence l'idée d'une fédération balkanique est dénuée de réalité politique. C'est fort bien de dire que la péninsule balkanique constitue une unité géographique, qu'elle semble désignée par la nature même pour être le siège d'un puissant Etat unique et que les intérêts primordiaux des peuples qui l'habitent seraient servis le mieux par une coopération cordiale dans les limites d'un Etat fédéral; mais si les peuples eux-mêmes ne désirent pas cette union, et si quelques-uns parmi eux ont même été des ennemis séculaires — tous ces arguments tombent à l'eau. Ce serait bien pour l'Europe si les Français et les Allemands, les Anglais et les Allemands pouvaient amicalement collaborer avec estime et sympathie, mais nous devons prendre le monde tel qu'il est et la nature humaine telle que nous la trouvons. La lutte séculaire entre la France et l'Empire a dans les Balkans, en plus petit, son pendant dans l'inimitié séculaire entre Serbes et Bulgares d'un côté, Grecs et Bulgares de l'autre. Il est absolument dangereux de vouloir, comme d'aucuns l'ont fait et le font encore, imposer une de ces solutions aux Balkans comme à une entité. D'abord cela ne peut se faire, et ensuite si l'idée nous amène à proposer des mesures à adopter avec l'arrière-pensée d'une autre solution finale, qui n'est pas réalisable, le résultat ne sera ni la solution idéale, ni la première venue, mais une série de mesures prises selon un plan qui se voit transformé par la suite dans quelque chose d'autre. Le professeur Freeman considère les Balkans comme un pays prédestiné à l'établissement d'une fédération monarchique, mais depuis qu'il a écrit son livre, les anciennes discordes ont éclaté de

L'Amérique et la Bulgarie

Le journal bulgare « Kambana » a publié, dans son numéro du 19 décembre, l'entretien d'un de ses collaborateurs avec le représentant diplomatique des Etats-Unis à Sofia, le consul général Murphy. Voici ce que le diplomate américain aurait déclaré d'après le journal bulgare :

« Selon les derniers renseignements, le gouvernement et le Sénat de Washington auraient fait connaître à qui de droit, que la Dalmatie ne pourra être comprise dans les buts de guerre de l'Italie. Cela rendra déjà la paix plus proche.

« Les Américains comprennent pourquoi les bolchéviks de Pétrougrad sont pressés de conclure la paix. On a fait comprendre à Paris et à Londres que les intérêts commerciaux des Etats-Unis exigent la cessation de la guerre, afin que les bateaux américains puissent se rendre librement en Europe et y porter les céréales nécessaires aux peuples épuisés de l'Europe.

« Le consul général Murphy, Irlandais d'origine et qui passe pour un partisan de l'idée de la liberté des peuples opprimés, avait depuis deux ans fâché de prouver, dans ses rapports, la légitimité de la cause bulgare qui est l'union de la Bulgarie avec la Macédoine, la Dobroudja et la Morava. Il nous assure que l'Amérique ne s'opposera jamais à ces buts de guerre bulgares. Malgré les menaces de Wilson, les relations diplomatiques ne seront pas rompues avec les Etats-Unis, car c'est le Sénat qui est appelé à en décider.

« Murphy parle avec regret des agitations et des déclarations malignes du ministre américain à Berlin, Gerard, qui, en ami convaincu de l'Entente, avait grandement contribué à la rupture entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Cependant Wilson n'osait pas le contrarier, parce que il fut un des principaux agents de sa réélection.

« Les rapports entre le Japon et les Etats-Unis sont de telle nature que ces derniers seront forcés d'agrandir dans l'avenir leurs forces de terre et de mer. »

Nous avons tout lieu de considérer cet entretien comme inventé; nous le reproduisons quand même pour attirer l'attention des milieux américains sur ces intrigues de Sofia, auxquelles est mêlé le nom du représentant de M. Wilson.

Le « berceau » de la race bulgare

L'« Echo de Bulgarie » du 8 décembre a publié un résumé de la presse bulgare à l'annonce des pourparlers de paix engagés sur le front roumain.

Les « Narodni Prava » (organe de Radoslavoff) rappellent les principaux faits du passé récent... « La destinée a pris un cours différent de celui qu'on rêvait à Bucarest et la Roumanie, battue sur les champs de bataille par ceux-là même dont elle faisait bon marché dans sa folie des grandeurs, abandonnée par tout le monde, vient demander la paix et s'en remettre à la générosité de ses adversaires plutôt qu'à la sollicitude de ses alliés. »

« Ainsi donc, ajoute le « Vœni Izvestia » (organe militaire), nous pouvons assister avec un sentiment de soulagement et

en même temps de satisfaction au spectacle du châtement que reçoivent l'un après l'autre les auteurs du traité de Bucarest qui avaient chacun traitreusement découpé un morceau de notre corps saignant.

« Car il ne faut pas perdre de vue que la capitulation de la Roumanie aura des suites importantes. Tout d'abord, dit le « Préporetz » (organe de Malinoff), elle nous permettra de parachever notre unité nationale au nord en nous assurant définitivement la possession de tout le territoire

qui s'étend entre la mer Noire et le Danube jusqu'à l'embouchure de ce fleuve, territoire qui fut le berceau de la race bulgare et qui maintenant encore est habitée par une population qui ne demande qu'à s'unir à la Bulgarie. »

Ainsi, c'est tantôt la Macédoine, tantôt la Dobroudja qui est le berceau de la race bulgare !! Les Bulgares se comportent comme si le monde ne savait pas que le berceau de leur race se trouve en Asie, là où est le berceau de toutes les tribus touraniennes !

Comment les Bulgares « bulgarisent »

Nous recevons la lettre suivante :

Depuis quelque temps, le Gouvernement bulgare transmet à l'étranger les dépêches et les résolutions que lui adressent les populations de la Macédoine, de la Vieille-Serbie et de la Dobroudja, affirmant leur volonté de devenir bulgares. Le Gouvernement de Sofia cherche à démontrer ainsi le caractère bulgare de ces populations, soulignant en même temps l'idée que le principe des nationalités ne serait nullement affecté par l'incorporation de ces territoires à la Bulgarie.

Le Gouvernement bulgare prend les peuples civilisés pour des imbéciles. Les dépêches et les résolutions que lui adressent les malheureuses populations des territoires occupés ne prouvent rien du tout. Aussi bien en Dobroudja qu'en Macédoine et en Vieille-Serbie, les populations visées n'ont nullement l'intention de devenir bulgares. Les signatures que l'on a recueillies, les dépêches que l'on a envoyées, les meetings que l'on a organisés n'ont eu lieu que par la force armée, organisés par les préfets, exécutés par les gendarmes, avec une terreur inouïe et une violence qui dépasse les bornes de l'imagination.

J'ai sous les yeux quelques documents officiels qui relèvent la basse manière dont use le Gouvernement bulgare pour démontrer le caractère « bulgare » des contrées envahies.

Dans une circulaire adressée aux préfets en Macédoine occupée par les troupes du tsar Ferdinand, le ministre de l'intérieur dit (20 octobre 1917) :

« Il appartient aux organes de l'Administration de purifier les provinces macédoniennes de tout élément étranger, y créant ainsi une atmosphère essentiellement bulgare, même au risque d'un dépeuplement complet de ces contrées... Les notabilités et les chauvins serbes qui refusent de reconnaître leur origine « bulgare » doivent être envoyés à Sofia sous bonne escorte... »

Pour terminer, la circulaire rappelle aux préfets qu'ils seront tenus personnellement responsables de la moindre concession accordée à qui que ce soit.

Le 28 du même mois, le Ministère de l'intérieur (la dépêche est signée par M. Arnaudoff, probablement le secrétaire général du dit ministère) télégraphie au préfet de Constantza (Dobroudja roumaine) :

« Un convoi de soixante gendarmes,

détachés à la police de Sofia, est envoyé aujourd'hui pour assurer le succès du meeting ».

Il s'agit d'un meeting organisé par le Comité « Dobroudja » subventionné et entretenu lui-même par le Gouvernement bulgare; soixante gendarmes sont envoyés en hâte pour assurer le succès du meeting. Cela veut dire, en langage bulgare, que soixante gendarmes en plus, munis de fouets, amèneront à la place publique la malheureuse population roumaine pour crier « Vive la Bulgarie » et voter des résolutions d'attachement à la « Mère-Patrie ».

Le 4 novembre, le sous-préfet d'Ochrida informe le ministre de l'intérieur que des réunions clandestines ont eu lieu dans la région et que le mouvement antibulgare prend des proportions menaçantes.

Dans une autre circulaire adressée le même jour aux préfets en Macédoine et en Vieille-Serbie (numéro 1387 du 4 décembre 1917) le ministre de l'intérieur ordonne que la terminaison « itch » des noms serbes soit remplacée par la terminaison « off » qui caractérise les noms bulgares.

Enfin — et pour comble — le préfet de Prilep télégraphie le 3 décembre à Sofia :

« Concours autorité militaire trop faible. Avons recueilli seulement deux cent signatures... »

Que signifie cette dépêche? Voici: quelques jours avant la réunion de la conférence de Brest-Litovsk, le Gouvernement bulgare a ordonné aux préfets des pays envahis de recueillir à tout prix et en ne reculant devant aucun moyen, des signatures d'attachement et de fidélité à la Bulgarie, un genre de plébiscite, quoi... Le sous-préfet de Prilep — régions de vingt mille habitants — a bien voulu s'acquitter de l'ordre reçu, malheureusement il lui manquait le concours militaire suffisant, et avec ses gendarmes il n'a pu recueillir que deux cents signatures. Sur vingt mille habitants — deux cents Bulgares ce n'est pas trop!... Malheureux sous-préfet... qui sait quel sort il a dû subir depuis!...

Voilà de quelle manière la Bulgarie veut démontrer le caractère bulgare des régions serbes et roumaines qu'elle oppresse depuis deux ans par un régime de terreur inouïe. Je dénonce cette manière d'agir et je proclame une fois de plus que l'agrandissement de la Bulgarie au détriment de ses voisins constituerait la plus monstrueuse iniquité du siècle.

LÉON SAVADJIAN,
Directeur de l'Agence balkanique.

Un mensonge bulgare

L'« Organisation révolutionnaire macédonienne » de Sofia avait, il n'y a pas longtemps, adressé au Comité hollando-scandinave un mémorandum, revêtu de 48 signatures recueillies dans la Macédoine serbe, et dans lequel cette organisation officielle de Sofia expose l'ancienne et bien connue thèse bulgare sur la Macédoine et sur les désirs ardents des Macédoniens de devenir sujets du roi Ferdinand de Cobourg, de M. Radoslavoff, etc.

Comme ce mémorandum est en quelque sorte la réponse au mémorandum des socialistes serbes à Stockholm, M. Huysmann avait invité ceux-ci à y répondre. MM. Douchan Popovitch, secrétaire du parti, et Tricha Katslérrovitch, député, ont donné une réponse, dans laquelle, après avoir combattu les tendances d'hégémonie bulgares, ils blâment la manière bulgare de se servir de mensonges pour atteindre leurs buts chauvins en calomniant leurs voisins.

« Un de ces mensonges, dit-on dans le mémorandum des socialistes serbes, est celui selon lequel certains sujets bulgares auraient été enrôlés par force dans l'armée serbe, et pour s'y être refusés, auraient été fusillés à Kragouïévats, aux cris de: « Vive la Bulgarie unie! Vive le roi Ferdinand! »

« Nous n'avons aucune raison de défendre les dirigeants de Serbie pour lesquels nous n'avons le moins du monde de sympathies (de même qu'ils en ont autant pour nous) et à la politique desquels nous faisons toujours une opposition acharnée; mais il est de notre devoir de défendre la vérité. Et la vérité consiste en ceci: premièrement, les bataillons macédoniens de l'armée serbe ont admirablement combattu contre l'Autriche-Hongrie en 1914-15; deuxièmement, aucun des sujets bulgares n'a été enrôlé dans l'armée serbe et encore moins fusillé à Kragouïévats; troisièmement, il y a, au contraire, un grand nombre de vrais sujets bulgares habitant la partie de la Serbie occupée actuellement par l'Autriche-Hongrie, qui ont employé mille moyens détournés pour ne pas répondre à l'appel sous les drapeaux que le gouvernement bulgare a fait par l'intermédiaire du Gouvernement général militaire de Belgrade. »

Les procédés bulgares en Macédoine grecque

Nous apprenons de source autorisée que les Germano-Bulgares ont déporté tous les hommes valides de la Macédoine orientale, âgés de 17 à 47 ans; ils les engagent par force et les emploient surtout à la construction des routes militaires. Etant donné que la province de la Macédoine orientale, livrée par l'ex-roi Constantin aux ennemis de la Grèce, était grecque et ses habitants ressortissants grecs, ce procédé constitue une nouvelle violation du droit des gens.

D'autre part, il ressort d'une lettre parvenue, d'une ville occupée, au ministère de la guerre par les soins de la Croix-Rouge internationale, que de nombreux soldats grecs des troupes commandées par le général Hadjopoulos, furent internés par les Bulgares et sont l'objet des pires traitements de la part de ceux-ci.

(Agence de presse de Salonique).

nouveau et ont été, par des événements récents, poussés à un point qui, je crains, recule indéfiniment le jour où les moutons balkaniques voudront s'associer de tout cœur aux lous des Balkans.

Il est très nécessaire non seulement dans le cas que nous venons de considérer, mais dans toute discussion concernant l'idée de fédération de se rendre compte clairement de la différence existant entre les deux principaux types de tout système fédéral; entre le Staatenbund, une confédération entre Etats souverains, et le Bundesstaat ou Etat fédéral. Dans le premier cas le pouvoir exécutif et central n'exerce son pouvoir sur les citoyens — s'il le possède — que par l'intermédiaire des gouvernements de chaque Etat (sauf dans le cas des fonctions dont il a été expressément chargé). Dans cette forme chaque Etat de la Confédération reste souverain et garde tous les attributs et pouvoirs d'un Etat souverain, excepté en ce qui concerne les fonctions et pouvoirs expressément délégués aux autorités fédérales, c'est-à-dire au pouvoir exécutif central et au parlement fédéral, et aussi à l'autorité judiciaire fédérale qui, dans ce cas, est susceptible de devenir, par nécessité, une autorité dépendant de la constitution fédérale. Les attributs de la souveraineté appartiennent aux Etats particuliers, et ces Etats délèguent aux autorités fédérales certains de ces pouvoirs.

Dans le deuxième cas le « Bundesstaat » ou Etat fédéral, les conditions sont renversées. Le gouvernement central exerce alors son influence directement sur les citoyens. Les pouvoirs souverains appartiennent à l'Union et les différents Etats ne jouissent que des pouvoirs que le gouvernement central leur accorde. Dans le premier cas les Etats souverains concluent une confédération et remettent certains pouvoirs bien définis au gouvernement commun. Dans le second cas un Etat souverain accorde certains

pouvoirs aux autorités locales. Et cette différence reste vitale même si, dans le deuxième cas, les pouvoirs que possèdent les parties constitutives sont aussi étendus que les droits souverains réservés dans le premier cas, pour les différents Etats. Car, le gouvernement central, s'il est souverain, peut varier, augmenter ou restreindre, le pouvoir des gouvernements locaux, tandis que si ces derniers sont souverains, de pareils changements sont impossibles sans une modification de la Constitution et qui, inévitablement, est une affaire difficile et compliquée.

LES SERBES. — Population rurale et urbaine. — Vie Intellectuelle. — Religion. — Politique. — Conférence faite à Lyon le 27 mai 1917, par Yovan M. Žujović, président de l'Académie royale de Serbie, ancien professeur à l'Université de Belgrade. — Paris, 1917.

M. Žujović a fait à Lyon, à l'occasion de l'Exposition serbe dans cette ville, une conférence qui s'est distinguée surtout par une caractéristique des paysans serbes. « Je ne vous garantis pas, a dit M. Žujović, que mon jugement soit exempt de partialité, car j'aime notre paysan tel qu'il est ». Et il trace les lignes suivantes: « Je ne citerai que les paroles du professeur Albert Mallet, qui a passé plusieurs années en Serbie et qui a trouvé une mort glorieuse en défendant sa chère France. — Faire le portrait du seul paysan serbe, dit-il, c'est faire le portrait de tout le peuple serbe, car la population urbaine est un dixième à peine du total. »

« Le paysan serbe est beau, il a les traits fins, la physionomie vive et malicieuse. Bien souvent il rappelle, de façon frappante, notre type gaulois, au front élevé, au nez busqué, aux longues moustaches tombantes. Il est grand, bien découplé; avec une aisance et une souplesse de mouvements, que fait encore ressortir le costume.

« A voir passer le paysan serbe, on est surtout frappé de l'aisance de ses manières, de la distinction naturelle de tous les gestes. Un

voyageur anglais, le Révérend père W. Denton, a écrit: « Tout Serbe est un gentleman ». Pris dans son milieu, le paysan serbe donne bien précisément l'impression ressentie par le voyageur anglais et fait penser au gentilhomme. On ne saurait montrer plus de dignité simple, plus de cordialité mesurée que n'en montre le paysan quand il reçoit un hôte. Il n'éprouvera nulle gêne dans un salon, s'y tiendra sans gaucherie, n'y commettra nulle faute de tenue. Ainsi parla Albert Mallet.

« Sur les ruines de l'ancien Empire serbe ne resta vivante que la classe des paysans; la noblesse et la bourgeoisie étaient ou détruites, ou obligées de changer de religion et de nationalité. C'est donc dans cette basse classe, qu'ont pu se conserver la religion et la conscience nationales, les traditions du passé et la volonté de redevenir libre.

« Ainsi les paysans serbes, dépositaires de traditions nationales, sans aucune élite sociale, sans le secours d'aucune force étrangère s'affranchirent et formèrent le noyau de la nouvelle Serbie.

« Le paysan serbe aime l'égalité, non seulement des droits, mais autant que possible l'égalité sociale. Il se sent égal au grand commerçant, industriel, fonctionnaire. Il ne se croit pas obligé de courber sa tête devant qui que ce soit; il aime les façons simples. Des gens prétextueux et poseurs, il se venge, par une moquerie fine.

« Le maintien d'une égalité sociale approximative est favorisé par un certain nombre de traits caractéristiques de la situation des paysans dans le Royaume de Serbie. Tous les paysans serbes sont propriétaires du sol. Il n'y a pas d'ouvriers agricoles sans terres. La plus grande partie (96 %) sont de petits propriétaires; la grande propriété n'existe presque pas. D'après le droit coutumier, le sol n'est pas la propriété privée du chef de famille, mais constitue le bien de la famille. La loi garantit à chaque famille un minimum insaisissable de ce bien. »

Les autres parties de la conférences de M. Žujović ne sont pas moins intéressantes et instructives.

La culpabilité de l'Autriche-Hongrie

— Un nouveau réquisitoire du député yougoslave Ravnihar —

Le « Slovenski Narod » du 22 décembre publie en entier le discours prononcé, le 19 décembre, au Parlement de Vienne, par le Dr Ravnihar, député libéral de Ljubljana, à l'occasion des débats sur les négociations de paix.

L'orateur émet d'abord quelques doutes sur la question de savoir si les bolcheviks représentent vraiment toute la Russie. Il demande, en outre, que les représentants de tous les peuples vivants dans la Monarchie, participent aux négociations pacifiques.

Ravnihar parle ensuite des causes de la guerre :

« Pour arriver à une paix véritable, nous devons écarter, dit-il, toutes les causes qui ont amené le déclenchement de cette guerre. Pour cela, il faut que nous étudions avec précision ces causes. Les documents secrets devraient être publiés, mais non pas de la façon dont on publie les livres blancs et rouge, c'est-à-dire avec des extraits présentés artificieusement. Que le Ministère des affaires étrangères ne se leurre pas ; il n'y a en vérité personne pour ajouter foi à ces publications officielles, qui ne correspondent nullement aux faits réels. Ce n'est certainement pas dans ces publications que l'historien cherchera ses sources. L'histoire saura trouver les causes véritables de la guerre et le jugement qu'elle rendra sur ceux qui l'ont provoqué sera éfroyable. »

« Nous, simples mortels, nous ne connaissons pas toutes les causes de l'incendie mondial. Il nous faut cependant mettre au point une affirmation soutenue naguère au Parlement allemand. Il faut constater que l'assassinat du prince héritier, le 28 juin 1914 à Sarajevo, ne saurait être compté parmi les causes de cette guerre, et qu'il ne faut le considérer au contraire que comme un prétexte venu à temps opportun pour certains milieux. Le comte Tisza lui-même me servira de témoin pour établir le bien fondé de mon affirmation ; c'est un homme dont on peut dire avec certitude qu'il a dirigé le sort de la Monarchie au moment de l'explosion de cette guerre. »

« Vers la fin de l'année 1914, après la retraite autrichienne de Serbie, Tisza, dans une conversation, s'est exprimé à peu près de la manière suivante sur les causes de la guerre. (L'orateur lit) :

— L'assassinat du prince héritier, commis le 28 juin 1914, n'est pas la vraie cause de la guerre. Les causes en sont tout autres. L'Allemagne devait être placée entre les deux branches d'une tenaille par le fait que les Français devaient envahir l'Alsace par la trouée de Belfort, tandis que, de l'autre côté, et en même temps, les cosaques devaient apparaître devant Berlin. Pour ce plan, il a fallu compter avec l'aide d'autres Etats. Les brochures françaises ont souvent et ouvertement propagé ce plan.

La mise à exécution de ce plan avait été fixée pour la fin de l'été 1917, après l'achèvement des chemins de fer stratégiques en Russie pour lesquels la France avait avancé des sommes immenses.

Après l'assassinat du prince héritier, on ne pensait pas encore en Autriche que la guerre devait en être la conséquence. Le 20 juillet 1914, le président Poincaré faisait sa visite à Peterhof. Le tzar et Poincaré proclamaient dans les discours d'usage que la paix européenne était complètement assurée. Le but poursuivi dans cette rencontre était cependant de remanier le plan antérieur de façon à attaquer (!) l'Allemagne dès l'automne 1914. On avait choisi précisément l'automne parce qu'à ce moment on remarque moins la concentration des troupes, l'appel de nouvelles recrues qui viennent s'ajouter aux vieux cadres pouvant être interprété comme une nécessité de manœuvre.

Ces plans arrêtés entre le tzar et Poincaré, c'est-à-dire entre les hommes d'Etat français et russes, furent dévoilés au gouvernement allemand par un « Redl » russe. L'Allemagne se décida alors, vu la possibilité pour elle d'une mobilisation plus rapide, à prévenir l'attaque. L'empereur d'Allemagne se rendit compte qu'il ne pourrait jamais gagner plus facilement l'Autriche-Hongrie à la guerre qu'à l'instant précis de l'assassinat de Sarajevo et que par suite le moment était venu de mettre à profit l'alliance. L'empereur d'Allemagne entra alors en relations avec Tisza qui, voyant le danger couru au sud, au cours d'une semblable

guerre, par la Monarchie et voyant surtout la situation de la Hongrie menacée, se chargea de gagner le souverain à une participation à la guerre. Tisza proposa à feu l'empereur trois sortes d'ultimatums, dont le plus sévère contenait le paragraphe 5, qui devait obliger la Serbie à refuser l'ultimatum, par le fait de l'invitation faite à celle-ci de déclarer, dans son journal officiel, que la dynastie des Karageorgévitch renoncerait au trône. L'empereur ordonna l'envoi de l'ultimatum dans la forme la plus appropriée, et c'est alors que dans ces moments critiques, le gouvernement serbe reçut du gouvernement russe une longue dépêche de 2000 mots qui entraîna le refus de l'ultimatum. L'ultimatum avait reçu intentionnellement une forme grave qui devait entraîner le refus auquel, naturellement, on s'attendait.

Dans la conversation avec l'empereur d'Allemagne, Tisza parla de la Roumanie. Mais Guillaume le tranquillisa au sujet de l'attitude de celle-ci, faisant valoir le fait que c'était un Hohenzollern qui y régnait.

En Autriche, on ne projetait pas encore de parler du coup définitif à la Serbie ; la tâche de l'armée austro-hongroise était précisément de retenir les Russes jusqu'au moment de l'entrée des Allemands à Paris, coup sur lequel on comptait avec certitude, vu le caractère de l'attaque contre la Belgique. La bataille de la Marne empêcha la réalisation de ce plan. »

« Ainsi parla Tisza, continue le député Ravnihar. Je crois avoir en lui un témoin authentique, étant donné que nous sommes tous plus ou moins convaincus que, dans le trio Stürgkli-Berthold-Tisza, ce dernier fut l'inspirateur. C'est un fait que, sept jours avant l'ultimatum à la Serbie, dans les couloirs de Budapest, on parlait avec certitude d'une collaboration de Tisza à la rédaction d'un ultimatum qui devait ou ruiner moralement la Serbie ou bien la pousser à la guerre. C'est donc ainsi que la guerre fut provoquée.

Tisza se représentait sans doute la guerre d'une manière beaucoup plus simple. Dans sa réponse à une interpellation, peu de jours après le déclenchement de la guerre, n'a-t-il pas dit que la guerre avec la Serbie pourrait être comparée à une patrouille arrivant parmi les gens qui se battent dans un café et rétablissant l'ordre ?

Ravnihar a parlé ensuite de la Roumanie, obligée d'intervenir dans la guerre par suite de la politique hongroise dirigée contre les Roumains de Hongrie. Il a affirmé entre autres, que la mauvaise politique intérieure autrichienne a constitué une des causes de la guerre. »

« Les détenteurs du pouvoir dans l'Etat, dit Ravnihar, n'ont jamais fait une tentative sérieuse pour résoudre les divergences existant entre les nationalités. Au contraire, ils ont profité des différends entre les nations comme d'une base très favorable pour gouverner d'une manière absolutiste. C'est là que réside la source de toutes les misères intérieures et extérieures. Il y a 50 ans, un poète allemand, en parlant de l'Autriche, la comparait à une galère sur laquelle sont embarqués des peuples malheureux et qui ne seront libérés que lorsque la galère fera naufrage dans un gouffre. La tentative de régner par le dualisme — et qui dure depuis cinquante ans — a sombré, et nous l'avons payée cher par la guerre mondiale. Cependant, nous ne voyons pas un homme d'Etat austro-hongrois décidé à s'acheminer sur une nouvelle voie : tous les hommes d'Etat austro-hongrois sont tellement imprégnés, des fautes de la politique actuelle qu'il leur est dorénavant impossible d'en sortir. C'est là qu'il faut chercher en premier lieu, la cause du manque de sincérité de nos hommes d'Etat dirigeants, et c'est avec ce manque de sincérité qu'ils traitent toutes les affaires extérieures et intérieures. »

L'orateur reproche ensuite à Czernin sa velléité de falsifier la conception des bolcheviks relativement aux annexions et au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Il lui reproche d'avoir affirmé que les peuples de la Monarchie possèdent déjà, grâce à leurs institutions constitutionnelles, la possibilité de disposer de leur sort.

« Le comte Czernin, proclame l'orateur, se permet d'affirmer une contre-vérité pour cette monarchie gouvernée par le dualisme, monarchie qui, précisément par ses constitutions, place à la merci des Allemands et

des Magyars les peuples non allemands et non magyars. Si cette possibilité avait existé, cet Etat ne serait pas si épuisé et affaibli jusqu'à l'agonie. »

Czernin est-il davantage sincère dans ses autres déclarations ? Wilson a déclaré le 10 juin :

« Nous combattons pour la liberté, pour le droit des peuples de disposer de leur sort et pour le développement des nations... aucun peuple ne doit être obligé d'être soumis à un gouvernement sous lequel il ne veut pas vivre. »

A quoi Czernin réplique le 29 juillet :

« Nous et nos alliés nous avons droit à la vie et au développement tout comme les autres « peuples ». L'Autriche et la Hongrie n'admettent pas l'ingérence étrangère ; nous voulons diriger notre maison nous-mêmes de la façon que nos gouvernements et nos corps législatifs trouvent juste. »

« C'est une falsification des faits, ajoute le député slovène. Le comte Czernin parle des peuples et pense à l'Etat. Il s'oppose à toute immixtion dans les affaires intérieures de l'Etat, et dicte en même temps à la Russie l'indépendance polonaise. Pourquoi la question polonaise est-elle une question internationale ? Parce que les Polonais sont partagés entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie et parce que, sous cette forme, ils constituent un prétexte lointain pour des conflits internationaux. Voilà pourquoi on reconnaît à la Pologne le droit de disposer d'elle-même et voilà pourquoi on proclame son indépendance. »

La question yougoslave ne se trouve-t-elle pas dans une situation identique ? Cette question n'est-elle pas dans ce sens une question internationale ? Il est hors de doute que les droits de disposer d'eux-mêmes et de leur propre indépendance seront protégés et garantis aux Serbes du royaume de Serbie et du Monténégro, non seulement par l'Entente, mais aussi par la Russie et surtout par les Bolcheviks. Il est hors de doute qu'on ne permettra à leurs dépens aucune contribution et aucune annexion et n'importe quelle contrée de leurs frontières. Est-il bon alors, pour la situation internationale, que les Yougoslaves de la monarchie austro-hongroise, qui constituent d'ailleurs la majorité de tous les Yougoslaves, soient encore opprimés et tenus en captivité ? Pourquoi alors agir de façon différente envers les Yougoslaves et envers les Polonais ? Si l'on met dans la bouche de notre souverain le mot démocratie, de toute cette démocratie nous ne sentons que terriblement peu et nous savons que l'étagage de l'idée démocratique n'a que la valeur d'un compliment à l'adresse de la révolution russe ; si on dit que nous voulons être maîtres dans notre propre maison et si l'on ajoute pas que l'idée d'être maîtres implique la liberté des peuples de cette monarchie, si on pense, par contre, à la domination des deux castes de gens anti-démocratiques — alors tout cela n'est qu'une désarmonie et une inconséquence, que les Russes n'auront pas de peine à sentir pendant les négociations pacifiques. »

L'Autriche et la Serbie

— A propos d'une intrigue —

La « Gazette de Lausanne » du 15 janvier publie la lettre suivante de notre rédacteur en chef :

Monsieur le Directeur,

« Dans ma lettre au « Temps », dont la « Gazette de Lausanne » du 14 décembre a bien voulu publier un résumé, j'ai insisté sur la duplicité de la politique austro-hongroise envers la Serbie. En effet, d'un côté, l'émissaire du comte Czernin en Suisse, M. Czenek Slepnek, cherchait à entrer en contact avec les Serbes pour leur dire que la Monarchie voudrait réparer les torts qu'elle nous avait causés, qu'elle serait disposée à céder à la Serbie la Bosnie-Herzégovine et à lui accorder encore d'autres avantages politiques. Aux Délégations cependant, M. Czernin, après avoir répété les accusations, tant de fois réfutées, selon lesquelles le gouvernement serbe aurait ourdi et préparé l'attentat de Sarajevo, a terminé en disant que l'Autriche ne s'opposerait pas à l'annexion de la Serbie orientale par la Bulgarie.

Connaissant les méthodes autrichiennes, les Serbes ont senti le piège, et l'offre faite par l'intermédiaire de M. Slepnek fut poliment déclinée. M. Slepnek, démasqué, essaie maintenant, sur l'ordre de ses maîtres, de démentir mes affirmations. Dans le « Berner Tagblatt » du 17 décembre ainsi que dans une petite brochure éditée par la même feuille, on peut lire une lettre ouverte de M. Slep-

nek à M. Pachitch, président du Conseil serbe, rédigée tout à fait à la manière autrichienne. On n'y nie qu'à demi mes révélations, tout en cherchant à embrouiller les choses. Je ne suis pas disposé à suivre M. Slepnek dans ses jongleries dialectiques, et je veux préciser encore une fois les faits tels qu'ils sont, faits qui ont une certaine importance, étant donné que M. Slepnek agissait, et agit toujours, sur les ordres des comtes Berchtold et Czernin. Voici ces faits :

« M. Slepnek dit ne pas me connaître. En effet, il ne m'a jamais parlé. Mais ce même M. Slepnek, dès son arrivée à Genève, m'a adressé une longue lettre dans laquelle il m'informait indirectement de sa mission. Dans les autres lettres qu'il m'écrivit ensuite, il précisa davantage le but de son voyage en Suisse. Dans une lettre adressée à M. Danilo Gatalo, membre du Comité monténégrin, il faisait les mêmes ouvertures aux cercles monténégrins. Peu à peu il s'enhardit à causer avec plusieurs Serbes, et c'est au cours de ces conversations qu'il fit, au nom du comte Czernin et du comte Berchtold, les propositions de paix dont j'avais parlé dans ma lettre au « Temps ». Je veux pourtant compléter les renseignements précédents par les indications suivantes :

« Le gouvernement austro-hongrois ne désirait pas exactement une paix séparée avec la Serbie. Ce qu'il voulait, c'était de voir la Serbie, qui a le plus souffert de la guerre et envers laquelle les Alliés avaient contracté une dette d'honneur, entreprendre une démarche auprès de ses alliés en faveur de la paix. Aussitôt une telle démarche faite, l'Autriche aurait déclaré être disposée à conclure avec la Serbie une paix juste, comportant les avantages dont j'ai parlé. On le voit, c'est la défaillance serbe qu'on désirait à Vienne, et on y mettait le prix qu'on jugeait convenable. M. Slepnek, pour convaincre ses interlocuteurs du sérieux de sa mission, leur avait montré les lettres du comte Berchtold, ce qu'il ne nie pas d'ailleurs dans sa réponse publiée par le « Berner Tagblatt ». A un moment donné, ennuyé des lenteurs que les Serbes mettaient à suivre ses suggestions, il a exhibé une lettre particulière du comte Berchtold, où celui-ci informait son confident Slepnek de toutes les concessions que l'Autriche accorderait à la Serbie, si celle-ci voulait faire la démarche demandée.

M. Slepnek ne pourra pas nier ces faits parce que leur authenticité est prouvée par les écrits se trouvant en ma possession.

M. Slepnek prétend travailler pour une entente austro-serbe. Admettant sa sincérité, on peut s'étonner des procédés étranges dont les Autrichiens — et M. Slepnek se vante de n'être pas le dernier — usent pour se rapprocher de la Serbie. Un exemple : M. Slepnek lui-même dit dans sa lettre au « Berner Tagblatt » que la Monarchie continuera à exploiter contre nous l'attentat de Sarajevo, aussi longtemps que la Serbie persistera dans sa politique nationale tendant à la délivrance des Yougoslaves de la domination austro-magyare ! Quel cynisme ! Ceux qui accusent la Serbie d'avoir provoqué la guerre doivent lire la lettre de M. Slepnek, elle est vraiment édifiante sous tous les rapports.

En terminant, permettez-moi de constater que la Serbie n'a jamais cherché querelle à l'Autriche-Hongrie, qu'elle a subi pendant des années et des années les chicanes économiques de sa voisine, qu'elle a été obligée de mener une guerre douanière contre la Monarchie, que ses succès retentissants dans les guerres balkaniques de 1912-1913 avaient provoqué le plus grand mécontentement en Autriche, que l'affaire de Prohaska, la question de l'issue de la Serbie sur la mer, la délimitation de l'Albanie, la question de Scutari, le rachat des chemins de fer orientaux et tant d'autres questions pendantes furent utilisées par la Monarchie de façon à rendre impossible tout développement de la Serbie. Mais la Serbie se tirait tant bien que mal des tenailles autrichiennes et progressait quand même. Furieux de ses insuccès, le gouvernement de Vienne se décida alors à une action plus énergique. Et lorsque, en juin 1914, la balle de Princip, qui était un Serbe de Bosnie et partant un sujet autrichien, tua l'archiduc François-Ferdinand, on profita à Vienne de l'incident et on nous envoya l'ultimatum connu, sans s'occuper de ses conséquences. Et ce fut la guerre... Cette guerre, ce n'est pas nous qui l'avons voulue, et ce n'est pas nous, non plus, qui la prolongeons. C'est surtout l'Autriche-Hongrie qui est l'obstacle principal à la paix, parce que c'est la puissance dont toute la politique est basée sur l'oppression des peuples autres que Magyars et Allemands. Toute offre autrichienne à la Serbie faite sans l'affranchissement préalable de nos frères de la monarchie, doit donc logiquement être considérée par nous pour ce qu'elle est de fait, un piège !

Dr L. MARCOVITCH,
directeur du journal « La Serbie »

Vient de paraître :

**LA DALMATIE, L'ITALIE
et L'UNITÉ YOUGOSLAVE**
(1797-1917)

par le comte L. DE VOÏNOVITCH

Une contribution à la future paix européenne

GENÈVE, BALE, LYON
GEORG & Co, Libraires-Éditeurs
Prix : 4 francs